

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 27/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERE LAFARGE GRANULATS CALLAS**

Lafarge Granulats France Secteur Provence  
ZAC des chabauds Av des frères Lumière  
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-UD83-2024-0172  
Code AIOT : 0006401237

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement CARRIERE LAFARGE GRANULATS CALLAS implanté QUARTIER DE LA JOYEUSE 83830 Callas. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE LAFARGE GRANULATS CALLAS QUARTIER DE LA JOYEUSE 83830 Callas
- Code AIOT : 0006401237 ; Régime : Autorisation ; Statut Seveso : Non Seveso ; IED : Non

La carrière en roche massive Lafarge Granulat de Callas est autorisée à extraire au maximum 600 000 t/an de matériaux de type calcaire et dolomies. Elle s'étend sur une emprise d'environ 45 hectares qui accueille aussi les activités de traitement des matériaux, un atelier d'entretien des engins, une installation de stockage et distribution de carburant. Une activité de recyclage ( installation mobile) et de stockage de déchets inertes est également autorisée.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Sobriété hydrique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 11-3	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 11-3	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 11-3	Sans objet
5	Déclarations GERE : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière Lafarge Callas est exploitée dans un souci d'utilisation rationnelle de l'eau, principalement consommée pour laver les matériaux. Les mesures d'économie et d'optimisation de la consommation d'eau reposent sur le recyclage de l'eau de lavage des matériaux traitée et la récupération des égouttures du sable lavé. Les indicateurs de production font l'objet d'un suivi de consommation rapporté à la quantité produite. Le plan de sobriété hydrique s'inscrit dans les objectifs d'économie d'eau planifiés par le groupe Lafarge.

L'inspection a fourni l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement de ses eaux consommées (Lac de St Cassien).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 11-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine de l' Eau consommée
<b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation d'eau pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les mesures de débit seront consignées et chaque année l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux un bilan des consommations d'eau. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. (...)
<b>Constats :</b>  La carrière La Joyeuse utilise exclusivement l'eau du réseau SCP pour son usage industriel, le forage présent sur site n'est plus utilisé. La maîtrise des consommations d'eau repose sur des compteurs secondaires séparés qui équipent chaque poste de consommation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Présence de compteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 11-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence de compteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation d'eau pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. (...)
<b>Constats :</b>  Un compteur général mesurant la quantité d'eau fournie par la SCP est en fonctionnement. Chaque poste de consommation est équipé d'un compteur séparé. Le clarificateur qui traite l'eau de lavage des matériaux permet de recycler cette eau à 80 %.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Volumes d'eau prélevés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, (...)
<b>Constats :</b>  La masse d'eau qui supporte le prélèvement est identifiée sous le code milieu FRDL107 Lac de St Cassien. Les volumes d'eau prélevés sont inférieurs à 100 m <sup>3</sup> /j et font l'objet d'un bilan mensuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 11-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation d'eau pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. (...)
<b>Constats :</b>  Les consommations d'eau font l'objet d'un bilan mensuel détaillé pour chaque poste de consommation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;</li><li>- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;</li><li>- STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;</li><li>- site d'extraction relevant du code minier.</li></ul> Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an. (...)
<b>Constats :</b>  Une déclaration finalisée est réalisée dans GEREP au titre de l'année 2022 qui fait apparaître un prélèvement annuel total de 43486 m <sup>3</sup> ; en cohérence avec les volumes d'eau consommés en 2023 .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes  Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a> La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
<b>Constats :</b>  La carrière Lafarge Granulat Callas est située dans un secteur placé en alerte sécheresse en saison estivale. Toutefois , en application de l'article 3.1 de l'AM sécheresse du 30/06/2023 cette installation est exemptée de l'obligation déclarative car elle recycle plus de 80% des eaux de lavage des matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite